

Pour la solidarité avec le peuple algérien et la libération des détenus du Hirak

17 septembre 2020



Le soulèvement pacifique du peuple algérien, en action depuis février 2019 pour la conquête de ses libertés démocratiques, a su faire preuve de sagesse et d'un sens élevé des responsabilités en recommandant aux manifestants de renoncer aux marches, jusque-là suivies massivement, pour éviter la propagation de l'épidémie du coronavirus. Né pour construire un meilleur avenir pour le pays, il a ainsi agi en cohérence avec ses objectifs de libertés et de droits humains, soucieux des intérêts supérieurs du pays.

Les acteurs et les actrices de ce soulèvement savent que, pour atteindre leurs objectifs, il faut continuer à se mobiliser pacifiquement pour écarter un système politique qui, derrière une façade civile et des élections manipulées, organise l'emprise du commandement militaire sur la vie politique, économique et sociale

Au lieu de suivre la voie de la sagesse et le sens élevé des responsabilités montrés par les acteurs du soulèvement et de répondre à leurs aspirations légitimes, les dirigeants algériens, toujours préoccupés par leurs luttes internes de pouvoir, échafaudent des feuilles de route remplies de promesses visant la sauvegarde de leurs propres intérêts.

Pour répondre aux aspirations populaires exprimées depuis février 2019, la voie est dans l'ouverture des scènes politiques et médiatiques, débarrassées de la surveillance des services de sécurité. Elle est dans l'engagement, par le dialogue et la négociation avec les acteurs du Hirak, d'une véritable transition démocratique, pouvant assurer un Etat de droit, garant des libertés individuelles et collectives.

Cette réorientation politique des dirigeants algériens doit passer par la libération immédiate de tous les détenus politiques ou d'opinion aujourd'hui incarcérés par des juges soumis, avec des incriminations qui n'ont rien à voir avec leur combat pour les droits humains et les libertés démocratiques.

La condamnation à deux ans de prison ferme de Khaled Drareni ce 15 septembre 2020, ainsi que celle d'Abdelkrim Zeghilèche à la même peine, sont l'ultime démonstration de cette justice aux ordres. Les peines écopées par ces deux journalistes, punis pour avoir exercé avec honnêteté, responsabilité et engagement leur travail d'information, sont les plus lourdes prononcées contre des journalistes depuis l'indépendance de l'Algérie.

Le combat du peuple algérien pour la conquête de ses droits légitimes mérite la solidarité agissante de toutes les femmes et de tous les hommes épris de justice et de liberté. Nous manifestons notre solidarité à ce combat et :

- dénonçons la politique répressive menée par le pouvoir algérien envers le Hirak pacifique et responsable, qui est un espoir de libération et d'émancipation citoyennes ;

- exigeons la libération immédiate et sans condition de tous les journalistes et de tous les détenus politiques et d'opinion ;
 - alertons les différentes organisations internationales pour exiger de l'Etat algérien le respect de tous les traités et conventions de défense des droits humains ratifiés par l'Algérie ;
 - appelons solennellement le chef de l'Etat algérien à faire respecter, effectivement, les droits et libertés des citoyennes et des citoyens établis par les conventions internationales et dûment ratifiées par l'Algérie.
- Pour se joindre à cet appel : acda.dz@gmail.com

Liste des signataires de l'appel pour la solidarité avec le peuple algérien et les détenus du Hirak (par ordre alphabétique)

Houcine Abassi, ancien secrétaire général de l'UGTT, Prix Nobel de la Paix 2015 (Tunisie)
Fouad Abdelmoumni, secrétaire général de Transparency Maroc, économiste (Maroc)
Ramdane Achab, éditeur (Algérie)
Gilbert Achcar, professeur d'université, essayiste (Liban)
Lahouari Addi, sociologue, professeur d'université (Algérie)
Manel Aisa, président de l'Ateneu Enciclopèdic Popular, Catalogne (Espagne)
Nadia Aïssaoui, sociologue (Algérie)
Massinissa Aït Ahmed, musicien, Catalogne (Espagne)
Sanhadja Akrouf, militante associative et féministe (Algérie)
Bartomeu Albertí, éditeur, Mallorca, Baléares
Hala Alabdala, cinéaste (Syrie)
Yassin Al-Hadj Saleh, écrivain (Syrie)
Tewfik Allal, coordinateur de ACDA (Agir pour le changement et la démocratie en Algérie)
Paul Alliès, professeur émérite, Université de Montpellier (France)
Marc Almodóvar, journaliste, Catalogne (Espagne)
Oriol Andrés, journaliste, Catalogne (Espagne)
Aïcha Arnaout, artiste peintre, poétesse (Syrie)
Antoine Artous, responsable de la revue « Contre-Temps » (France)
Pierre Audin, Fondation Josette-et-Maurice Audin (Algérie, France)
Bertrand Badie, professeur émérite, Science-po Paris (France)
Etienne Balibar, philosophe (France)
Yacine Belahcene, musicien, Catalogne (Espagne)
Akram Belkaïd, journaliste (Algérie)
Sana Ben Achour, juriste, fondatrice de la Maison des femmes Beyti (Tunisie)
Bachir Ben Barka, président de l'Institut Mehdi-Ben Barka (Maroc)
Madjid Benchikh, professeur émérite, ancien doyen de la Faculté de droit d'Alger (Algérie)
Raymond Benhaïm, membre du CEDETIM (Maroc)
Abdessatar Ben Moussa, ancien bâtonnier et président honoraire de la LTDH, Prix Nobel de la paix 2015 (Tunisie)
Sebastià Bennassar, écrivain, Mallorca, Baléares
Sophie Bessis, historienne (Tunisie)
Alima Boumediene-Thiery, avocate (France)
Mouloud Boumghar, professeur d'université (Algérie)
David Bondia, professeur de droit, président de IDHC, Catalogne (Espagne)
Txell Bragulat, directrice de la Mostra Cinema Àrab i Mediterrani de Catalunya (Espagne)
Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières (France)
Joan Buades, professeur, activiste écologiste, Mallorca, Baléares
Guillem Balboa Buika, député de MES pour le Conseil de Mallorca, Baléares
Bel Busquets, vice-présidente du Conseil de Mallorca, Baléares
Philippe Chamek, membre de Mémorial 98 (France)
Mouhieddine Cherbib, militant des droits humains, membre fondateur de la CRLDHT (Tunisie)

Alice Cherki, psychanalyste (France/Algérie)
Khadija Cherif, sociologue, militante féministe (Tunisie)
Noam Chomsky, écrivain, professeur émérite (Etats-Unis)
Ahmed Dahmani, économiste (Algérie)
Leyla Dakhli, historienne, CNRS (France)
Maria Dantas, députée au Congrès espagnol (GP Républicain), Catalogne (Espagne)
Pierre Dardot, philosophe (France)
Emmanuel Decaux, professeur émérite, ancien président du Comité des Nations unies contre les disparitions forcées (France)
Souleymane Bachir Diagne, philosophe, Columbia University, directeur de Institute of African Studies (Sénégal)
Nacera Dutour, porte-parole du Collectif des familles de disparus en Algérie (Algérie)
Olivier de Frouville, professeur de droit à l'Université Panthéon-Sorbonne-Paris, membre du Comité des Nations-Unies contre les disparitions forcées (France)
Nacer Djabi, sociologue, professeur émérite (Algérie)
Bernard Dréano, président du CEDETIM (France)
Jean-Numa Ducange, historien (France)
Miguel Eek, cinéaste, Mallorca, Baléares
Stéphane Enjalran, Union syndicale SOLIDAIRES (France)
Txell Feixas, journaliste, Catalogne (Espagne)
David Fernandez, journaliste, ancien député, Catalogne (Espagne)
Luigi Ferrajoli, professeur émérite de philosophie du droit, Université de Rome (Italie)
Clara Fontanet, documentaliste et galeriste, Mallorca, Baléares
Guillem Frontera, écrivain, Mallorca, Baléares
René Gallissot, historien, professeur émérite (France)
Domenico Gallo, magistrat, président de section à la Cour de cassation (Italie)
Aritz Garcia, président de SODEPAU, Catalogne (Espagne)
Isabelle Garo, philosophe (France)
Luca Gervasoni, président de Lafede (Organisation des ONG des droits de l'Homme), Catalogne (Espagne)
François Gèze, éditeur (France)
Nasser Eddine Ghazali, professeur d'université (Algérie)
William Goldberg, président de la fédération de Lyon de la LDH (France)
Ricard Gonzalez, journaliste, Catalogne (Espagne)
Janette Habel, politologue (France)
Sadek Hadjeres, écrivain, ancien dirigeant du PAGS (Algérie)
Subhi Hadidi, critique littéraire, éditorialiste (Syrie)
Ghassan Hage, anthropologue, écrivain (Liban)
Mohammed Harbi, historien (Algérie)
Jean-Marie Harribey, économiste (France)
Bahey-Eddin Hassan, directeur du Cairo Institute for Human Right studies (Egypte)
Albert Herszkowicz, membre de l'association Mémorial 98 (France)
Mahmoud Hussein, écrivains (Egypte)
Michel Husson, économiste (France)
Ahmet Insel, essayiste, politologue (Turquie)
Franco Ippolito, ancien magistrat à la Cour de cassation, président de la Fondation Lelio-Basso (Italie)
Ramin Jahanbegloo, philosophe, vice-directeur du Centre Mahatma-Gandhi pour la paix, Jindal Global University India (Iran)
Hana Jaber, chercheuse (Liban),
Kamel Jendoubi, militant des droits humains, expert auprès du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme pour le Yémen (Tunisie)

Alain Joxe, directeur d'études à l'EHESS (France)
Abdelkader Kacher, professeur d'université (Algérie)
Aïssa Kadri, sociologue, professeur d'université (Algérie)
Pierre Khalfa, économiste (France)
Tahar Khalfoune, juriste (Algérie)
Habib Kheddache, avocat (Algérie)
Elias Houry, romancier (Liban)
Aziz Krichen, écrivain (Tunisie)
Abdellatif Laabi, poète (Maroc)
Souad Labbize, écrivaine (Algérie)
Miquel Àngel Llauger, poète et traducteur, Mallorca, Baléares
Michael Löwy, sociologue (France)
David Llistar, directeur de Justicia global i cooperació internacional, Catalogne (Espagne)
Joan Llodrà, député de MES, Conseil de Mallorca, Baléares
Marta Ball Llosera, écologiste, Catalogne (Espagne)
Ahmed Mahiou, ancien doyen de la Faculté de droit d'Alger et ancien juge ad-hoc à la Cour internationale de justice (Algérie)
Ziad Majed, politiste, écrivain (Liban)
Gilles Manceron, historien (France)
Tomeu Martí, écrivain, journaliste, Mallorca, Baléares
Joan Josep Mas, député de MES, Mallorca, Baléares
Achille Mbembe, professeur d'histoire et de sciences politiques à l'Université du Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud (Cameroun)
Farouk Mardam Bey, historien, éditeur (Syrie)
Gustave Massiah, membre du conseil du Forum social mondial (France)
Rosa Moussaoui, journaliste (France)
Leila Nachawati Rego, écrivaine (Espagne)
Josep Maria Navarro, anthropologue, Catalogne (Espagne)
Pap Ndiaye, historien, professeur à Science-po Paris (France)
Antoni Noguera, coordinateur de MES pour Mallorca, Baléares
Isidre Pallàs, conseiller, mairie de Garrigoles, Catalogne (Espagne)
Jaime Pastor, professeur de sciences politiques, éditeur, Madrid (Espagne)
Marcel Pich, musicien, Mallorca, Baléares
Baltasar Picornell, ancien président du Parlement des Iles Baléares
Antoni Pingrau Soli, professeur de droit, Université de Tarragone (Espagne)
Edwy Plenel, journaliste (France)
Damià Pons, Professeur de Littérature Catalane à l'Université de Mallorca, Baléares
Pere Antoni Pons, écrivain, Mallorca, Baléares
Margalida Ramis, porte-parole du GOB (Organisation unitaire de l'écologie), Baléares
Eulalia Reguant, ancien député, Catalogne (Espagne)
Santiago Alba Rico, philosophe (Espagne)
Michèle Riot-Sarcey, historienne (France)
Anabel Riveras, chef d'entreprise, Mallorca, Baléares
Massaoud Romdhani, militant des droits de l'Homme (Tunisie)
Natalia Roma, journaliste, Catalogne (Espagne)
Joan Roura, journaliste, Catalogne (Espagne)
Khadija Ryadi, coordinatrice de la Coordination maghrébine des organisations des droits humains (CMODH), lauréate du prix des Nations unies pour les droits de l'Homme (Maroc)
Lana Sadeq, présidente du Forum Palestine Citoyenneté (Palestine)
Pierre Salama, économiste, professeur émérite, Université Sorbonne-Paris-Nord (France)

Nour Salameh, chercheuse, traductrice, Catalogne (Espagne)
Benet Salellas, avocat, Catalogne (Espagne)
Gabriela Serra, enseignante, activiste et ancien député de la CUP (Espagne)
Jaume Serra, artiste plasticien, Mallorca, Baléares
Patrick Silberstein, éditeur (France)
Evelyne Sire-Marin, magistrate, ancienne présidente du Syndicat de la magistrature (France)
Francis Sittel, membre de la rédaction de la revue « Contre-Temps » (France)
Nabila Smaïl, avocate (Algérie)
Jordi Solé, euro-parlementaire (Vert/ALE), Catalogne (Espagne)
Emmanuel Terray, anthropologue (France)
Philippe Texier, magistrat, président du Tribunal permanent des peuples (France)
Gianni Tognoni, secrétaire général du Tribunal permanent des peuples (Italie)
Enzo Traverso, historien, professeur d'université (Etats-Unis)
Antoni Trobat, journaliste, historien, Mallorca, Baléares
Neus Truyol, conseiller Mairie de Palma (Espagne)
Francesc Tubau, activiste social, Catalogne (Espagne)
Françoise Vergès, politologue (France)
Marie-Christine Vergiat, militante des droits de l'Homme, ancienne députée européenne (France)
Vicenç Vidal, sénateur pour les Iles Baléares (Espagne)
Ahmed Zefzafi, porte-parole de l'Association TAFRA de défense des prisonniers politiques du Hirak du Rif (Maroc)
Abdallah Zniber, militant associatif, ancien président de IDD (Maroc)
Rachid Zouaimia, juriste, professeur d'université (Algérie)

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >
- Adresse de cet article :
<https://ancien.solidaires.org/Pour-la-solidarite-avec-le-peuple-algerien-et-la-liberation-des-detenus-du>